

# Le Grand débat à la MJC Club de Créteil

Mardi 12 mars 2019 de 19h30 à 22h30



## SYNTHESE

### La fiscalité et les dépenses publiques

#### Constat – Diagnostic :

- Manque de transparence dans l'utilisation des impôts.
- Inégalité devant l'impôt (tout le monde ne paie pas).
- Les plus riches échappent souvent à l'impôt (optimisation fiscale).
- Les plus pauvres paient beaucoup d'impôts et taxes (TVA, CSG...) face à leurs revenus.
- L'accès aux services publics est fortement inégal selon les territoires.
- Comment évaluer l'IFI, le CICE ? Faut-il les maintenir ?
- La politique familiale est beaucoup trop compliquée.
- Le déficit public ne cesse d'augmenter.

#### Propositions :

- Bien distinguer les prélèvements sociaux (santé, famille, retraites) et fiscaux.
- Si on veut un **impôt universel**, il faut créer un **revenu universel**.
- On doit **maintenir la CSG** y compris sur les retraites car elle finance la sécurité sociale mais envisager de **baisser la TVA**.
- Il faut faire un **redéploiement des services publics**. Par exemple certains hôpitaux pourraient être remplacés par des maisons de santé selon les territoires.
- Il faut **élargir l'assiette de l'impôt** de façon qu'il n'y ait plus aucunes niches fiscales (la réforme sur les dividendes taxés forfaitairement à 30% ne va pas dans ce sens).
- **Sanctuariser la politique familiale** en décidant d'y consacrer un point de PIB.
- Lutter davantage contre l'évasion fiscale.

### La transition écologique

#### Constat – Diagnostic :

- Pollution, épuisement des ressources naturelles, réchauffement climatique.
- Gaspillage des ressources en eau à cause de la production agro-alimentaire.
- Incertitudes sur les énergies de remplacement (éolien, panneaux solaires, véhicules électriques...).

#### Propositions :

- Prise en compte de **nouveaux indicateurs de développement** pour sortir du modèle essentiellement productiviste.
- Développer la production d'huile de jatropha (bon rendement, faible pollution).
- Il faut **augmenter le prix de l'électricité (x3) et celui de l'essence (x2)** si on veut réduire la consommation, **en mettant en place un système universel où on ne paie qu'à partir d'un certain seuil** et en parallèle **créer des fonds spéciaux** alimentés par ces surtaxes pour l'aide à la transition.

## COMPTE-RENDU DETAILLE

Le contexte : La débat s'est déroulé dans une salle d'activité de la MJC Club, d'environ 180m<sup>2</sup> et aménagée spécialement pour la circonstance : chaises disposées en cercle et système de sonorisation avec micros HF (voir les photos jointes au compte-rendu).

Le déroulement : L'accueil des participants s'est effectué de manière conviviale dans le hall, autour d'un buffet léger.

Une équipe de France Télévision était présente sans que les participants en soit informés et ceux qui étaient d'accord ont répondu spontanément à des interviews.

Après l'installation du public dans la salle (une bonne centaine de personnes), la directrice de la MJC Club, Samira Fouad, a présenté la démarche qui a présidé à l'organisation de ce débat, s'inscrivant à la fois dans le processus du Grand débat national organisé en réponse aux mouvements sociaux que connaît notre pays depuis 4 mois avec les « gilets jaunes » et le rôle d'éducation populaire qui est un des fondements de l'action des maisons de jeunes et de la culture. C'est pour cette raison que la MJC, qui est à la fois un lieu apolitique, laïque et ouvert à tous, a choisi d'inviter un professeur d'économie, François Legendre (directeur du département d'économie de l'UPEC et ancien conseiller scientifique auprès des organismes de Sécurité Sociale et de la CAF), pour apporter son éclairage, son expertise sur les différents problèmes abordés par les participants. La directrice a également rappelé les règles du débat en appelant chacune et chacun à ne pas mobiliser la parole et indiqué que nous alternerions les questions - réponses concernant les deux thématique choisies (Fiscalité et dépenses publique - Transition écologique) par période de 20 à 30 minutes, en commençant par la fiscalité. L'équipe de télévision s'est présentée au public et a indiqué aux participants les motifs de sa présence et leur droit de ne pas être filmé. Une chercheuse du CEVIPOF s'est également présentée en indiquant sa démarche et en précisant qu'elle allait faire circuler des questionnaires anonymes.

### Organisation :

- Modératrice : Samira Fouad, directrice de la MJC Club ;
- Intervenant : François Legendre, professeur d'économie à l'université Créteil UPEC ;
- Rapporteurs : Gilles Doussaud, Sylviane Rupaire (équipe MJC) ;
- Sonorisation : Raphaël Chiroutre (équipe MJC) ;
- Accueil du public, circulation des micros : Rosa Pinho, Lola Cazaubon, Stéphanie Charles.

## 1) La fiscalité et les dépenses publiques

1<sup>ère</sup> intervention : « Ce que je ne comprends pas à propos des impôts, c'est pourquoi 47% seulement des Français les paient ? Ce n'est pas normal cela permettrait de responsabiliser les gens par rapport aux dépenses publiques et en plus cela devrait être techniquement facile à mettre en place avec le prélèvement à la source. Il faut également traiter le problème de l'évasion fiscale. Je suis retraitée, je n'ai pas voté Macron et je ne regrette pas. Je trouve que les prélèvements sur les retraites sont injustes. »

2<sup>ème</sup> intervention : « Je suis enseignant à la retraite mais je ne me plains pas car je paie moins d'impôt que lorsque j'étais actif. Par contre, j'ai constaté une hausse de la TVA au cours des ans. Je pense qu'il y a une uniformisation de l'impôt, de sorte que ceux qui gagnent peu paient beaucoup par rapport à ceux qui ont des hauts revenus. Les bases d'imposition ont changé et on paie plus d'impôts aujourd'hui qu'il y a 30 ans. Les salaires n'ont pas beaucoup évolué, mais toutes les charges ont augmenté. Je pense que les bases d'imposition devraient être différentes selon les territoires qui n'ont pas tous les mêmes services publics (transport, éducation, soin...) et si on prenait en compte ces critères on pourrait corriger beaucoup de déséquilibres.»

3<sup>ème</sup> intervention : « Je fais partie d'ATD Quart monde, on a publié un livre (*Lutter contre les idées fausses sur les pauvres et contre la pauvreté*) et ce que je constate c'est que les 10% des personnes les plus pauvres paient 40% de taxes et impôts indirects sur leur revenu, alors que les 10% les plus riches n'en paient que 35% ! »

4<sup>ème</sup> intervention : « Je suis d'accord avec le fait que tout le monde devrait payer l'impôt car celui-ci est lié au sentiment d'appartenance à la Nation. Ceux qui font de l'optimisation fiscale s'éloignent de leur pays, ils le trahissent en quelque sorte. »

5<sup>ème</sup> intervention : « Trop de dépenses sont liées à l'Europe, il faut en sortir, je dis : Frexit ! »

6<sup>ème</sup> intervention : «Juste une remarque par rapport à l'Europe, les Britanniques sont en train d'essayer et je leur souhaite bonne chance !

Tout le monde paie de l'impôt par l'intermédiaire de la TVA, la CSG, par contre la dépense publique n'est pas assez contrôlée et la Cour des comptes a beau faire des rapports, ils ne servent à rien... »

7<sup>ème</sup> intervention : « Le problème c'est l'évasion fiscale sous la forme d'optimisation fiscale qui est pratiquée à grande échelle par les très grandes entreprises et les gros patrimoines, vers des paradis fiscaux. Quand on pense que le Luxembourg qui fait partie de l'Europe a plus de 20 000 avocats fiscalistes spécialisés dans l'optimisation fiscale, c'est totalement immoral ! »

8<sup>ème</sup> intervention : « Mais qui décide que les rapports de la Cour des comptes ne sont pas utilisés ? J'ai également une question sur la différence entre dépenses publiques et déficit et aussi sur l'utilisation de l'impôt : l'impôt pourquoi ? En tant que citoyen, en allant à l'hôpital je constate l'utilité de l'impôt mais aussi tous les problèmes qu'il peut y avoir par manque d'argent... »

Intervention de François Legendre : « Il est important de faire la distinction entre prélèvement sociaux et fiscaux. Les prélèvements sociaux concernent la santé, la politique familiale, les retraites. Pour les prélèvements fiscaux, moins de 50% des foyers fiscaux paient l'impôt sur le revenu mais sa part est faible dans les contributions. On constate également que les droits de succession sont assez faibles en France par rapport à l'étranger. Le problème c'est la progressivité de l'impôt sur le revenu qui n'est pas assez régulière, qui fait que lorsqu'on commence à payer de l'impôt c'est pratiquement un mois de salaire. Il faudrait peut-être baisser la TVA, créer un revenu universel si on veut mettre en place un impôt universel.

L'évasion fiscale est avant tout une question de volonté politique. En ce qui concerne la question de la CSG sur les retraites, je considère qu'actuellement le système est assez juste et qu'il est normal que les retraités paient comme les actifs cette contribution qui sert au financement de la sécurité sociale dont ils bénéficient pleinement en tant que retraités.

A propos des retraites, la question est de savoir si on préfère un système avec un taux de remplacement élevé au moment du départ à la retraite et une faible ré-indexation ou un système avec un taux de remplacement moins important mais prévoyant une ré-indexation suffisante !?

L'étalement urbain est avant tout une question de choix qui résulte de la volonté personnelle, il est donc difficile de taxer les gens différemment selon leur lieu de résidence, c'est avant tout une question d'urbanisme. Par contre il est nécessaire de réaliser un redéploiement des services publics. Par exemple, il y a aujourd'hui sur le territoire, des hôpitaux qui pourraient être remplacés par des maisons de santé plus adaptées et moins coûteuses. Il faut que les dépenses publiques répondent aux nouveaux besoins.»

10<sup>ème</sup> intervention : « J'ai écouté récemment la radio sur la question de l'ISF et je ne comprends pas pourquoi certains partis politiques appellent au rétablissement de l'ISF et d'autres au maintien de l'IFI ? »

François Legendre : « L'idée du gouvernement est assez bonne au départ en choisissant de ne taxer que les capitaux non productifs. Mais le problème c'est que l'immobilier est déjà beaucoup taxé... il faudrait plutôt élargir l'assiette de l'impôt de façon à ce que tous les revenus soient taxés, qu'il n'y ait plus de niches fiscales. La réforme sur les dividendes taxés forfaitairement à 30% ne va pas dans ce sens, puisqu'ils devraient au contraire être taxés au titre de l'impôt sur le revenu (ceci étant un argument qui aurait tendance à plaider en faveur d'un retour de l'ISF). Il est temps de revenir à une simplification du système des impôts.

Concernant la question des allocations familiales, elles ont été mises sous conditions de ressources sous François Hollande. A côté de cela le quotient familial de l'Impôt sur le Revenu est déterminé par le nombre d'enfants. Il y a des personnes qui touchent l'allocation de rentrés scolaire (ARS) en fonction du leur quotient familial... on pourrait simplifier le système et aller vers quelque chose de plus forfaitaire, de plus universel.

En ce qui concerne la dépense publique, ce qui a surtout augmenté ce sont les dépenses liées à la santé, aux retraites et les minima sociaux. »

11<sup>ème</sup> intervention : « J'ai l'impression que jusqu'à présent on s'interroge beaucoup sur le système tel qu'il est et que le contexte actuel devrait nous pousser à nous interroger sur le système tel qu'il devrait être. Le PIB n'est qu'un indicateur général de la production, alors qu'il existe au niveau de l'ONU l'indice du développement humain qui présente une autre vision de la richesse... »

## 2) La transition écologique

12<sup>ème</sup> intervention : « Parlons un peu du climat. Je déplore que l'on favorise des industries qui sont polluantes sous un habillage vertueux (projet d'usine d'incinération des déchets dans notre ville), car ce sont de puissants lobbies. Pourquoi le kérosène de l'aviation n'est-il pas taxé ? Heureusement la mobilisation citoyenne permet d'empêcher des projets qui ne sont pas éco responsables, comme par exemple le projet d'aéroport à Notre Dame des Landes, mais d'autres projets sont maintenus comme le TGV Lyon - Turin ou le contournement autoroutier de la ville de Strasbourg. »

13<sup>ème</sup> intervention : « Je suis président de l'association Humanité à Créteil. Notre action consiste en la distribution de denrées alimentaires à l'échelle nationale : nous récupérons les denrées alimentaires destinées à la destruction auprès des grandes surfaces et nous les redistribuons sous forme de colis alimentaire d'une valeur de 50€, que nous revendons à des personnes en difficulté pour la somme symbolique de 5€ en leur expliquant que cela sert pour financer des puits en Afrique. »

14<sup>ème</sup> intervention : « Je fais également partie d'une association, Créteil en Transition, appartenant au mouvement des villes en transition qui essaient de changer de modèle de développement en se basant sur de nouveaux indicateurs. Il faut changer notre modèle de développement car nous allons directement dans le mur au niveau écologique : pollution, épuisement des ressources naturelles... Le GIEC est très clair sur la question du réchauffement climatique. Ce qui ressort du mouvement des Gilets Jaunes, c'est la question des inégalités et notamment de la fiscalité. Face à cela, il y a l'initiative de Nicolas Hulot avec une vingtaine d'associations pour mettre en place un pacte social et écologique. »

15<sup>ème</sup> intervention : « Pour poursuivre sur les initiatives qui existent dans cette ville, je vais parler de l'association Les Paniers de Créteil, écologique et citoyenne, grâce à laquelle nous avons mis en place des circuits courts qui permettent de distribuer des produits bio (fruits, légumes, volaille, pain...) auprès des Cristoliens.

Nous avons également une action citoyenne visant à montrer que chacun peut jouer un rôle à son niveau dans la gestion des déchets (tri sélectif, utilisation de lombricomposteur, carrés potagers en pieds d'immeuble ...).

Mais nous n'arrivons pas à nous faire reconnaître et aider localement. »

Intervention de la directrice : « Mais Les Paniers de Créteil sont accueillis dans toutes les MJC et centres sociaux, qui sont des équipements socioculturels financés par la municipalité ! »

16<sup>ème</sup> intervention : « Je suis élève de 1<sup>ère</sup> ES et je suis choqué par le fait que dans certains pays on manque d'eau potable, alors qu'en France on utilise de l'eau potable dans les WC ! »

17<sup>ème</sup> intervention : « A propos de la consommation d'eau en France, chaque personne utilise en moyenne 122 litres / jour. Cette quantité monte à 1600 litres si on inclut les produits indirects issus de l'industrie agro-alimentaire !

A propos du réchauffement climatique, il y a un mouvement lancé par les jeunes dans le monde pour réclamer plus d'actions des gouvernements. On estime qu'environ 10 à 20 millions de personnes par an seront des réfugiés climatiques que nous allons devoir accueillir, car ces personnes n'auront plus de surface de terre habitable. »

18<sup>ème</sup> intervention : « Je travaille dans le secteur de la chimie, je veux dire que lorsque Total a dit qu'il ne prenait plus les 500 000 tonnes d'huile de colza nationale pour les remplacer par de l'huile de palme importée, on n'a pas entendu un seul écologiste, ni d'ailleurs Monsieur Hulot ! Je considère que beaucoup des solutions que l'on nous propose pour la transition écologique ne sont pas du tout écologiques. Par exemple, il faut entre 500 et 700 m<sup>3</sup> de béton pour implanter une éolienne, dont la rentabilité est très faible, qui est généralement produit dans des centrales à béton très polluantes. On ne sait pas recycler les panneaux solaires, les véhicules électriques ne sont pas une solution car la majorité de l'électricité est issue des centrales nucléaires qui produisent des déchets polluants et dangereux, de plus ces véhicules fonctionnent avec des batteries au lithium dont la production et le recyclage sont problématiques pour l'environnement. Donc on va faire de l'électrique qui va polluer différemment mais qui va quand même polluer !

Il existe une solution : l'huile végétale de jatropha, déjà utilisé dans l'aviation (B30), dont le rendement (2000 litres / ha) est deux fois supérieur à celui de l'huile de tournesol et qui constitue un excellent bio carburant. En 2007, il y avait 16 millions d'ha de terres en jachère en France, ce qui couvrirait largement nos besoins en matière de transport avec cette énergie non polluante.»

19<sup>ème</sup> intervention adressée à François Legendre : « Que pensez-vous de la taxe carbone pour financer la transition écologique ? »

François Legendre : « Il faut augmenter le prix de l'énergie et de l'eau pour financer la transition écologique. Mais par contre, il faut dans le même temps mettre en place des mesures d'accompagnement. Globalement on sait que la planète va vers le réchauffement, la question est donc de savoir où on place le curseur, qu'est-ce qu'on va faire pour s'adapter à cette situation. Je pense qu'il faudrait tripler le prix de l'électricité et doubler celui de l'essence pour réduire la consommation. »

*Cette dernière déclaration a suscité beaucoup de réaction au sein du public (ndlr).*

20<sup>ème</sup> intervention : « On est tous d'accord qu'il faut faire quelque chose pour la transition écologique, je veux bien payer 10 cts de plus mon carburant si cela sert à la transition écologique, mais pas le triplement du prix de l'électricité ! A mon niveau je fais des efforts pour être un citoyen éco responsable : j'utilise mon vélo pour aller travailler, j'ai fait isoler mon logement, mais je ne pourrais pas faire face à un triplement de ma facture d'électricité... »

François Legendre : « Je maintiens qu'il faut tripler le prix de l'électricité, mais il faut également mettre en place un système, comme cela existe dans les pays qui manquent d'eau, où on donne au consommateur un nombre de kWh gratuits et on peut faire la même chose pour l'essence. Il ne s'agit pas de mettre en place des chèques carburant, mais plutôt un système universel. »

21<sup>ème</sup> intervention : « Plutôt que tripler le prix de l'électricité, on pourrait créer d'une banque qui servirait à financer la transition écologique. »

22<sup>ème</sup> intervention : « Si le sujet c'est de créer un choc pour réduire la consommation en faisant changer de comportement, la question du prix est effectivement au centre des motivations. »

François Legendre : « Je redis qu'il s'agit de rendre rentable des dispositifs qui vont nous permettre d'économiser de l'énergie, mais qu'il faut créer des fonds nationaux d'aide financés par les taxes ...»

23<sup>ème</sup> intervention : « En tant qu'étudiant et militant je suis contre la hausse des frais d'inscription pour les étudiants étrangers hors UE, alors qu'ils représentent 40% des doctorants... »



24<sup>ème</sup> intervention : « En ce qui concerne la transition écologique, je considère qu'il faut faire payer avant tout, les entreprises qui polluent pour aider la recherche écologique, mais pas les consommateurs. »

25<sup>ème</sup> intervention : « En tant que jeune, je considère que l'éducation devrait, à un niveau général, être plus axé sur la fiscalité, les impôts, l'écologie. Les jeunes manquent de notions de base dans ces domaines. »

26<sup>ème</sup> intervention : « Je rejoins Mademoiselle sur la question de l'éducation. Il faut éduquer mais ne pas sanctionner par les prix. Le second point que je souhaite aborder c'est le poids de la fiscalité : la France est le premier pays au Monde en ce qui concerne les prélèvements obligatoires avec 48% du PIB. »

27<sup>ème</sup> intervention : « Je souhaite vous remercier pour l'organisation de ce débat qui doit contribuer à ce que nous trouvions des solutions ensemble pour réduire notre consommation. Il faut aussi que les efforts viennent de nous tous. »

## **Retour sur le thème de la fiscalité et des dépenses publiques**

28<sup>ème</sup> intervention : « Combien de taxes payons-nous et où va l'argent ? Je pense que les Français seraient moins réticents à payer s'ils savaient comment sont utilisés leurs impôts et taxes. »

29<sup>ème</sup> intervention : « N'oublions pas que dans les 48% de prélèvements obligatoires, il y a aussi les cotisations sociales et la baisse de ces cotisations pour les entreprises n'a jamais permis de créer de l'emploi. »

Intervention de la directrice : « Je souhaiterais avoir des éclaircissements sur la mesure que l'on appelle CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi), est-ce qu'il y a eu une évaluation ? »

30<sup>ème</sup> intervention : « En ce qui concerne l'utilisation des impôts, c'est contraire à la règle de non affectation qui laisse la liberté aux députés ...

Pour le CICE, une évaluation est en cours et les premières remontées laisse envisager que cette mesure n'aurait pas permis la création des emplois escomptée... »

31<sup>ème</sup> intervention : « Encore une mesure fiscale sans contrepartie ! »

32<sup>ème</sup> intervention : « Mais il y a une contrepartie à partir du moment où il y a de l'emploi et où on verse des salaires ... »

François Legendre : « Le CICE est difficile à évaluer car il a bénéficié à toutes les entreprises à un moment de crise afin d'augmenter leur taux de marge, c'est-à-dire le partage entre les salaires et les profits, qui avait beaucoup diminué. Si le CICE a aidé les entreprises à se développer c'est une bonne chose, mais si par contre il a permis de rémunérer les actionnaires, il faut que ces rémunérations soient taxées... »

Le CICE est au départ un dispositif assez complexe qui a été recyclé depuis janvier 2019 en système d'allègement de cotisations sur les bas salaires, ce qui est plutôt une bonne mesure pour l'emploi peu qualifié.

Il faut prendre en considération le fait que dans certains cas le CICE a permis de conserver l'emploi existant pour des entreprises qui étaient en difficulté, ce qui rend son évaluation encore plus complexe. »

33<sup>ème</sup> intervention : « Je suis à la retraite et je n'ai qu'un CAP, je considère que c'est à ceux qui ont fait des études supérieures (les énarques et autres) de trouver des solutions pour nous sortir de tous ces problèmes. Moi je n'ai pas les compétences, c'est leur job ! Par ailleurs, je trouve que l'on paie beaucoup d'impôts et de taxes en tous genres sans savoir à quoi ils servent. J'aimerais savoir où va mon argent !? »

34<sup>ème</sup> intervention : « Je suis d'accord, en tant que propriétaire, je comprends à quoi sert la taxe d'habitation, mais pourquoi la taxe foncière ? »

François Legendre : « Les taxes foncières et d'habitation et je suis plutôt réservé par rapport à la suppression de cette dernière, servent au financement des communes, ce sont les impôts locaux. Le problème essentiel de la taxe d'habitation c'est qu'elle était basée sur des valeurs locatives irréalistes...

Comme je l'ai dit au début, il est important de faire la distinction entre impôts et prélèvements sociaux. Il y a les cotisations sociales, comme celles pour la retraite, la santé, le chômage qui ne sont pas des impôts et dont l'affectation est donc connue dès le départ. Pour les impôts, la règle de non affectation a été mise en place pour permettre aux députés de décider du Budget. Il existe cependant des solutions pour sanctuariser certaines dépenses, comme par exemple celles de la famille qui n'est historiquement financée que par les cotisations patronales (allocations familiales). En France, nous avons une politique familiale assez généreuse puisqu'elle a été financée dès le départ par des cotisations. Aujourd'hui la situation a évolué et les employeurs disent que ce n'est pas leur rôle de financer la politique familiale. On pourrait imaginer des solutions pour sanctuariser ces dépenses en décidant par exemple que 1% du PIB leur est consacré. »

La directrice : « J'aimerais poser une question sur le déficit public. »

François Legendre : « En France il y a la dette publique qui est quelque chose de normal. C'est normal que l'Etat se finance en empruntant parce que cela correspond souvent à des dépenses d'avenir et la dette publique ce sont des bons du Trésor que les épargnants apprécient. Par contre, cette dette doit rester limitée ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Le premier problème c'est le niveau des taux d'intérêt, s'ils augmentent la charge de la dette peut rapidement devenir très lourde... Le second problème c'est que la dette n'a cessé de croître. Ce qui est normal en temps de crise où elle joue le rôle d'amortisseur, mais en temps normal elle devrait diminuer sinon en cas de nouvelle crise l'Etat ne pourra pas stabiliser les dépenses. Alors quelles est la solution ? Faut-il moins de dépenses et plus d'impôts ?

Le taux d'imposition n'est pas si élevé en France, il a longtemps été beaucoup plus élevé, comme dans d'autres pays comme aux Etats-Unis. En tous cas notre système a besoin de plus de lisibilité et je pense que globalement cela est possible.

En ce qui concerne les indicateurs, il est très difficile d'évaluer les dispositifs mis en place. Nous ne disposons pas d'échantillons représentatifs comme en médecine pour mener des études objectives (double aveugle).

De même que le but de ce débat est d'amener à la prise de décisions collectives, c'est aussi très compliqué. En démocratie il faut une énergie considérable pour faire évoluer les choses, mais c'est la démocratie, c'est le prix de la démocratie. »

Conclusion de la directrice de la MJC : « Je remercie tous les participants à ce débat, notre intervenant, François Legendre, qui a essayé d'apporter son éclairage sur les questions abordées ce soir, ainsi que nos partenaires et bénévoles et toute l'équipe de la MJC Club de Créteil. Nous vous donnons rendez-vous au prochain débat sur les élections européennes. »

\*\*\*\*\*